



Institut
EGA

Policy paper

Chine : une *spring diplomacy* asiatique sélective

Olivier Guillard

Directeur de l'Observatoire du risque politique et social en Asie de
l'Institut d'études de géopolitique appliquée (Iega)



05.06.26



SOMMAIRE

Résumé exécutif

3

Quand la diplomatie pékinoise donne la voix

4

La Chine et son horizon proche

- Chine-Taïwan

6

- Chine-Inde

7

- Chine-Tibet

7

Dans les petits papiers printaniers de la Chine

8

Perspectives diplomatiques à court terme

10

Au cours des dernières semaines, plusieurs des enjeux qui structurent aujourd'hui l'environnement stratégique indo-pacifique ont convergé vers Pékin à l'occasion d'une série de rencontres diplomatiques de premier plan. En l'espace d'une semaine seulement, la capitale chinoise a accueilli successivement, les 13 et 14 mai 2026, Donald Trump puis, sept jours plus tard, Vladimir Poutine, ce dernier demeurant pourtant visé depuis mars 2023 par un mandat d'arrêt de la Cour pénale internationale.

La proximité temporelle de ces deux visites illustre à elle seule le rôle désormais incontournable de la République populaire de Chine dans les dynamiques internationales contemporaines. Deuxième économie mondiale et puissance prépondérante en Asie-Pacifique, Pékin s'impose comme un acteur dont la participation demeure difficilement contournable dans la gestion des grands équilibres stratégiques internationaux.

Au printemps 2026, l'activité diplomatique chinoise ne s'est toutefois pas limitée aux seules relations sino-américaines et sino-russes, déjà largement commentées. Parallèlement, Pékin a intensifié ses interactions avec son environnement régional asiatique. Dans ce cadre, les autorités chinoises ont adopté des postures sensiblement différenciées selon les interlocuteurs concernés. Certaines capitales ont bénéficié d'appréciations favorables, voire d'un soutien explicite, tandis que d'autres ont fait l'objet de critiques directes, de remontrances publiques ou de mises en garde particulièrement fermes. **Cette différenciation assumée dans le traitement des partenaires régionaux pourrait préfigurer certaines des orientations futures de la diplomatie chinoise.**

Avant d'examiner la manière dont Pékin peut, lorsque ses intérêts l'y conduisent, adopter une attitude conciliante, voire protectrice, à l'égard de certains acteurs régionaux pourtant régulièrement critiqués pour leurs pratiques politiques ou sécuritaires (notamment le Pakistan, la Corée du Nord ou encore le régime birman), il convient de revenir sur les principales capitales asiatiques qui ont récemment fait les frais de l'offensive diplomatique chinoise et se sont trouvées confrontées, au cours du printemps, aux manifestations les plus affirmées de sa diplomatie de confrontation.

Quand la diplomatie pékinoise donne de la voix

Ces dernières semaines, l'Inde, les Philippines et le Japon ont à plusieurs reprises fait l'objet de remontrances publiques de la part de Pékin. Les autorités chinoises se sont exprimées avec fermeté sur un ensemble de dossiers et de contentieux de nature et d'importance variables, parfois dans des termes laissant peu de place aux usages traditionnels de la courtoisie diplomatique.

Les observateurs en quête d'une embellie dans la relation sino-philippine risquent toutefois d'être déçus. Arc-boutés sur des positions largement antagonistes, tant en ce qui concerne les questions de souveraineté en mer de Chine méridionale que la nature de leurs relations respectives avec Washington, les gouvernements chinois et philippin ont multiplié les échanges d'accusations au cours du printemps 2026. Au cœur des tensions demeure l'interprétation profondément divergente des droits et obligations des États riverains en mer de Chine du Sud, devenue l'un des principaux théâtres de la politique chinoise du fait accompli ainsi que de ses pratiques relevant de la guerre hybride.

Le 25 mai, vingt-quatre ressortissants chinois étaient arrêtés dans la province philippine de Davao del Norte pour travail clandestin et détention présumée de documents migratoires irréguliers. Une dizaine de jours plus tôt, dans la province de Misamis Oriental, les autorités philippines avaient déjà interpellé près de soixante-dix travailleurs chinois à l'occasion d'un raid mené dans une aciérie.

Pour Pékin, ces deux affaires ont manifestement constitué un point de crispation supplémentaire. Le 28 mai, l'ambassade de Chine à Manille exhortait les autorités philippines à les traiter « correctement et conformément à la loi », tout en mettant en garde contre « tout abus de pouvoir ou manipulation politique ». La représentation diplomatique insistait également sur la nécessité de garantir la « sécurité personnelle » ainsi que les « droits et intérêts légitimes » des ressortissants chinois concernés.

Certes, les incidents survenus ces dernières années entre bâtiments chinois et philippins en mer de Chine du Sud ont déjà donné lieu à des déclarations chinoises d'une tonalité autrement plus rude, parfois comminatoire sinon ouvertement menaçante, à l'adresse de Manille. Pour autant, les prises de position observées dans cette séquence demeurent déjà éloignées de toute forme d'amabilité diplomatique.

La tension est encore montée d'un cran le 29 mai. Réagissant avec vigueur au projet nippon-philippin de délimitation maritime en mer de Chine du Sud, évoqué lors de la visite du chef de l'État philippin à Tokyo, une porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères s'en est de nouveau prise à Manille. Selon elle, les « prétendues négociations de délimitation » seraient « totalement illégales, nulles et non avenues » et « n'auront aucun effet sur les revendications de la Chine concernant ses droits dans la zone située à l'est de Taïwan ni sur l'exercice de ses droits légitimes ». Pékin a en outre exhorté le Japon et les Philippines à cesser immédiatement toute atteinte à ses droits et intérêts maritimes, les appelant à prendre des mesures concrètes en faveur de la paix et de la stabilité régionales.

Chine-Japon

Avant même que la tempête tropicale Jangmi ne touche l'archipel japonais les 2 et 3 juin, les relations sino-japonaises traversaient déjà une nouvelle zone de turbulences. Pékin a en effet exprimé sans ambiguïté son hostilité à l'égard du programme de remilitarisation porté par la nouvelle cheffe du gouvernement japonais, Mme S. Takaichi. Le 29 mai, le ministère chinois des Affaires étrangères dénonçait ainsi une évolution qu'il juge incompatible avec l'identité pacifiste revendiquée par Tokyo : « De hauts responsables du gouvernement japonais ne ménagent aucun effort pour promouvoir les ventes d'armes dans le monde, dans le but de faire de l'industrie militaire un pilier de l'économie nationale.

Ceci contredit l'image que le Japon se targue d'être une "nation pacifiste". Le budget de l'État, qui aurait dû servir à améliorer le bien-être de la population, est désormais consacré aux commandes militaires. Les chaînes de production, qui auraient dû fabriquer des appareils électroménagers, produisent maintenant des armes létales. Le Japon entend-il renouer avec une expansion militariste ? Tous les peuples épris de paix dans le monde, y compris le peuple japonais, doivent rester extrêmement vigilants. »

Par la virulence de ses propos et le recours récurrent à une rhétorique accusatrice, la diplomatie chinoise ne semble disposée ni à ménager son voisin insulaire oriental ni à relâcher la pression sur sa très énergique Première ministre, manifestement davantage en phase avec Washington qu'avec Pékin. Du reste, le 27 mai, soit deux jours plus tôt, la porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères s'était déjà exprimée avec fermeté à l'encontre du Japon ainsi que de ses trois autres partenaires du QUAD (États-Unis, Australie et Inde) dans des termes révélateurs de l'agacement des autorités chinoises : « Les pays concernés devraient cesser de s'ingérer dans les affaires maritimes entourant la Chine et respecter véritablement les efforts déployés par les pays de la région pour préserver la paix et la stabilité. Former des clans, créer des tensions et provoquer des conflits est impopulaire ».

La Chine et son horizon proche

Chine - Taïwan

L'appareil diplomatique chinois ne détient pas le monopole des déclarations peu conciliantes à l'égard des capitales régionales rétives aux orientations politiques ou stratégiques de Pékin. Lorsque la diplomatie chinoise choisit de ne pas s'exprimer publiquement sur certains dossiers, le ministère de la Défense se charge fréquemment de relayer des messages d'une tonalité comparable.

À l'égard de Taïwan, cette répartition des rôles se vérifie régulièrement, et plus encore au cours de ce printemps particulièrement tendu. Le 28 mai, commentant les récentes patrouilles aériennes chinoises menées au sud-est de l'île, le porte-parole du ministère chinois de la Défense résumait la position de Pékin en trois courtes phrases : « Taïwan fait partie de la Chine. Nos avions mènent des activités militaires dans l'espace aérien chinois. Les forces armées "indépendantistes de Taïwan" feraient mieux de s'abstenir de toute ingérence et de toute provocation ».

Chine-Inde

En début d'année, à l'occasion du Republic Day célébré en Inde, le chef de l'État chinois avait adressé un message de félicitations à Mme Droupadi Murmu, présidente de la République indienne depuis quatre ans, se félicitant notamment que les deux géants asiatiques soient aujourd'hui de « bons voisins, amis et partenaires ». Si le voisinage ne saurait être contesté sur le plan géographique, il demeure toutefois prématuré, malgré le lent dégel observé depuis un an entre New Delhi et Pékin, de qualifier la relation sino-indienne d'amitié ou de véritable partenariat.

À cet égard, il suffit de se référer à un message publié le 24 mai sur X par la porte-parole de l'ambassade de Chine à New Delhi. Celle-ci appelait l'Inde à « honorer ses engagements sur les questions relatives au Tibet », exigeait qu'elle « s'abstienne de fournir une tribune à toute activité prônant l'indépendance du Tibet » et qu'elle se « garde de toute ingérence dans la réincarnation du dalaï-lama ». Selon Pékin, cette question relève « exclusivement des affaires intérieures de la Chine et ne devrait pas faire l'objet d'ingérences extérieures ». La représentante chinoise concluait en soulignant qu'« une telle approche contribuerait positivement à la stabilité générale et au développement constructif de nos relations bilatérales ».

Chine - Tibet

D'ici un mois, la communauté tibétaine achèvera douze mois de célébrations marquant le 90e anniversaire du 14e Dalai-Lama, concluant ainsi l'Année de la Compassion souhaitée par l'emblématique chef spirituel du bouddhisme tibétain. Sans grande surprise, les autorités chinoises, tant locales que centrales, n'ont guère placé la compassion au cœur de leur approche du Tibet au cours de l'année écoulée.

Les observateurs ont au contraire relevé la poursuite des politiques de sinisation de la vie quotidienne sur les hauts plateaux tibétains, diverses restrictions visant les célébrations du 90e anniversaire du Dalai-Lama, des mesures répressives persistantes, ainsi que les efforts déployés par Pékin pour imposer ses propres conditions dans le processus de désignation du prochain Dalai-Lama. À cela se sont ajoutées plusieurs prises de position et initiatives perçues par les Tibétains comme des marques de mépris à l'égard de Sa Sainteté.

Le 12 mars, l'Assemblée nationale populaire chinoise a adopté la loi sur la promotion de l'unité et du progrès ethniques, présentée comme controversée. Censée entrer en vigueur le 1er juillet, cette nouvelle législation s'inscrit dans la continuité de la politique d'assimilation des minorités chinoises mise en œuvre de manière accélérée depuis 2012 et l'arrivée au pouvoir de Xi Jinping. Selon les critiques formulées en amont par plusieurs acteurs de la défense des droits de l'homme, notamment des instances onusiennes et européennes, ce cadre légal viserait plus spécifiquement la langue, l'identité, la culture et la religion tibétaines dans le cadre d'une politique de sinisation renforcée. Cette "Law on the Promotion of Ethnic Unity and Progress" est ainsi perçue par ses détracteurs comme un dispositif visant à accélérer l'intégration des populations tibétaines dans le cadre culturel dominant chinois.

Dans les petits papiers printaniers de la Chine

À l'inverse du traitement réservé ce printemps à Taipei, Manille et Tokyo par la diplomatie chinoise, un autre ensemble de capitales asiatiques bénéficie de positions sensiblement plus conciliantes de la part de Pékin. Cette approche s'applique notamment à des États dont les systèmes de gouvernance sont régulièrement qualifiés de problématiques et associés à diverses formes de fragilités politiques, y compris en matière sécuritaire.

Dans ce cadre, la Birmanie constitue un exemple significatif. Un quinquennat après le retour des militaires au pouvoir à Naypyidaw et la rupture du processus de transition démocratique, le 25 avril, l'ancien général et dirigeant de la junte Min Aung Hlaing a reçu le chef de la diplomatie chinoise Wang Yi, lequel a transmis au dirigeant birman des salutations cordiales ainsi qu'un message de félicitations du président Xi Jinping à la suite de son accession à la fonction de chef de l'État.

Le ministère chinois des Affaires étrangères a, dans ce contexte, réaffirmé de manière appuyée l'importance accordée par Pékin à la relation bilatérale, en soulignant que « la Chine et le Myanmar sont des voisins proches, unis par les montagnes et les fleuves, et partagent une profonde amitié ».

Chine-Pakistan : « amitié indéfectible » et partenariat par tous les temps

À l'occasion du 75^e anniversaire de l'établissement des relations diplomatiques sino-pakistanaïses, le 25 mai, le Premier ministre pakistanais Shehbaz Sharif a été reçu au Grand Palais du Peuple par le président chinois Xi Jinping. À cette occasion, ce dernier a réaffirmé « l'amitié indéfectible » unissant la République populaire à la République islamique, en soulignant la résilience du partenariat bilatéral : « Quelles que soient les évolutions de la situation internationale, la Chine accorde toujours la priorité au développement des relations sino-pakistanaïses dans sa diplomatie de voisinage. »

Ce positionnement s'inscrit dans une rhétorique bilatérale particulièrement valorisante. Lors de cette visite, le Premier ministre pakistanais était accompagné du chef d'état-major des armées, le Field Marshal A. Munir, récemment de retour de Téhéran. À cette occasion, Xi Jinping a également salué certains efforts attribués à la partie pakistanaïse en matière régionale, déclarant : « Je sais que vous revenez tout juste d'Iran et que vous avez déployé des efforts positifs pour la médiation en faveur de la paix. Nous apprécions le rôle constructif du Pakistan ».

Chine-Corée du Nord : vers un « renouveau » du partenariat

Au début du mois de juin, la presse sud-coréenne a évoqué la possibilité d'une visite prochaine de Xi Jinping à Pyongyang, dans le cadre d'un nouveau sommet avec Kim Jong-un. Une telle séquence serait susceptible de réaffirmer le poids de la relation sino-nord-coréenne dans le contexte régional, tout en rappelant aux autres puissances, notamment Moscou et Washington, l'importance stratégique que Pékin continue d'accorder à ce partenariat.

Plus tôt dans le printemps, le président chinois et secrétaire général du Parti communiste chinois avait adressé un message de félicitations à son homologue nord-coréen à l'occasion de sa réélection à la présidence de la State Affairs Commission. Il y rappelait que « l'amitié traditionnelle sino-nord-coréenne est un atout précieux que nous partageons » et que « le Parti et le gouvernement chinois ont pour politique constante et inébranlable de défendre, de consolider et de développer les relations sino-nord-coréennes ».

- **Pékin – Canberra : vers un « redressement et un développement harmonieux des relations sino-australiennes » ?**

Fin avril, le ministre chinois des Affaires étrangères Wang Yi a reçu à Pékin son homologue australienne Penny Wong dans le cadre du 8e dialogue stratégique sino-australien. À cette occasion, la diplomatie chinoise a souligné que les échanges de l'année précédente entre le président Xi Jinping et le Premier ministre Anthony Albanese avaient contribué à insuffler « un nouvel élan dans les relations bilatérales », ouvrant la voie à « un redressement et un développement harmonieux des relations sino-australiennes ».

Quelques semaines plus tôt, lors d'un entretien téléphonique, les chefs de gouvernement chinois et australien avaient convenu de renforcer la communication intergouvernementale, notamment afin de « soutenir la sécurité énergétique régionale ». Le Premier ministre Li Qiang avait alors déclaré : « La Chine est prête à œuvrer avec l'Australie pour maintenir des échanges de haut niveau, renforcer la communication et la coordination, instaurer la confiance politique, approfondir la coopération mutuellement avantageuse et défendre conjointement le multilatéralisme et le libre-échange (...). Cela dynamisera le développement des deux pays et assurera une plus grande stabilité à la région et au monde. »

- **Chine – Corée du Sud : entre rapprochement diplomatique et proximité symbolique**

Au début de l'année, deux mois après la venue du président Xi Jinping en Corée du Sud à Gyeongju pour le sommet de l'APEC, les chefs d'État sud-coréen et chinois se sont de nouveau rencontrés en format bilatéral à Pékin.

À cette occasion, Xi Jinping a mis en avant une rhétorique de rapprochement, déclarant : « Plus on fréquente ses amis, plus on se rapproche d'eux ; plus on échange avec ses voisins, plus les liens se renforcent. En tant qu'amis et voisins, la Corée et la Chine doivent intensifier leurs échanges et maintenir une communication étroite. Le fait que nous nous soyons rencontrés à deux reprises en l'espace de seulement deux mois, dans le cadre de visites réciproques, illustre l'importance que les deux pays accordent à leurs relations bilatérales ».

Lors de cette visite, les deux parties ont convenu d'institutionnaliser une communication de haut niveau et de privilégier un « partenariat de coopération stratégique » fondé sur le « pragmatisme économique et la stabilité régionale ». Dans un registre plus informel, le chef de l'État sud-coréen a par ailleurs été amené à réaliser plusieurs selfies aux côtés de son homologue chinois, à l'aide d'un smartphone offert lors d'une précédente rencontre, illustrant la dimension plus symbolique et interpersonnelle de ces échanges récents.



Institut EGA

ISSN : 2739-3283

© Tous droits réservés, Paris, Institut d'études de géopolitique appliquée, 2026.

Institut d'études de géopolitique appliquée
66 avenue des Champs-Élysées, 75008 Paris

Courriel : secretariat@institut-ega.org

Site internet : www.institut-ega.org